



RICOCHETS

Novembre 2014 - Mensuel - Bruxelles



RICOCHETS est un bulletin né au sein du combat contre la construction d'une maxi-prison au nord de Bruxelles. C'est un combat en dehors de tout parti et organisation officielle, un combat qui propose d'empêcher directement, concrètement, par nous-mêmes, la construction de cette nouvelle taule.

C'est un vaste combat, car la maxi-prison est le projet emblématique des temps qui courent : un serrage de vis général, une accentuation de la répression, un violent réaménagement de la ville en fonction des besoins du pouvoir et de l'économie...

RICOCHETS a pour but de partager les nouvelles de cette lutte, de diffuser ses différentes expressions, de l'approfondir par des réflexions critiques. Il entend créer un espace autonome de liaison entre celles et ceux qui se battent directement contre cette nouvelle prison et ainsi ouvrir une possibilité : celle que leurs actions puissent faire des ricochets dans un élan incontrôlable.

REBELLONS-NOUS CONTRE LA MAXI-PRISON

L'Etat belge veut construire une nouvelle prison à Haren, au nord de Bruxelles. Elle est supposée devenir la plus grande prison de la Belgique, une maxi-prison, un véritable village pénitentiaire qui regrouperait cinq prisons différentes sur un seul terrain. Comme les autres nouvelles prisons construites ces deux dernières années, celle de Bruxelles serait aussi réalisée par ce qu'on appelle un « partenariat public-privé ». Cela veut dire que la construction et la gestion de la prison sont entièrement dans les mains d'entreprises privées, et que l'Etat la loue de ces entreprises pendant 25 ans, après quoi elle devient finalement propriété de l'Etat. Il ne faut alors pas chercher bien loin pour comprendre les intérêts économiques gigantesques que ce projet représente. Cette maxi-prison sera aussi la première prison belge où il sera possible d'enfermer en même temps autant de personnes (le complexe comptera 1200 cellules), tant des hommes que des femmes et des enfants. Un tribunal installé à l'intérieur de cette prison devrait en plus permettre de limiter les déplacements de détenus à un strict minimum.

La construction de cette atrocité est la cerise sur le gâteau du « master plan » conçu par un des gouvernements antérieurs et qui prévoit la construction d'environ neuf nouvelles prisons, partout dans le pays. Ce plan est vendu à la population comme la réponse ultime à la surpopulation, et à la putréfaction avancée de certaines prisons, comme un grand pas vers un enfermement plus humain, avec plus d'attention à la réintégration des détenus. Une telle manœuvre devenait pour le pouvoir presque inévitable, vu que le monde carcéral est depuis des années tourmenté par des évasions, des prises d'otage de matons, des refus de remonter aux cellules, des vastes et des petites mutineries. En plus, les conditions de détention ont amené plusieurs instances internationales à taper l'Etat belge sur les doigts. Ils veulent donc en finir avec le désordre, la révolte et l'attention internationale. Mais tout ce discours d'humanisation, sorti du chapeau en temps de soi-disant crise pour faire en sorte que la population accepte cet énorme afflux d'argent vers l'enfermement, est évidemment une connerie absolue. Ce n'est qu'un emballage contemporain pour quelque chose de fort ancien ; le pouvoir qui

affûte toujours plus ses armes répressives, pour se mettre à l'abri, pour défendre son système, pour préserver sa direction vers toujours plus de contrôle et d'oppression.

Actuellement, on injecte de différentes façons de l'argent dans la Justice en Belgique. Il n'y a pas seulement les milliers de nouvelles cellules, il y a aussi l'extension du système de bracelet électronique, l'assignation à résidence surveillée, les peines de travail, les amendes, etc. Pour l'Etat, il ne s'agit pas d'humaniser ses sanctions, mais bien de les étendre vers tous ceux qui aujourd'hui trouvent encore des systèmes de débrouille et arrivent à rester en dehors du giron de la justice. En augmentant fortement la capacité des prisons et en élargissant les possibilités de peines alternatives, il veut se donner tous les moyens possibles pour avoir plus de prise sur la société, pour pouvoir punir encore plus de gens, et les enfermer dans une prison, dans leur logement, dans un boulot ou à des dettes financières.

Et les puissants ont plus que jamais compris que la réalisation de ce but ne passe pas uniquement par les créations traditionnelles de l'appareil répressif. Si nous regardons la ville de Bruxelles, nous voyons que la maxi-prison n'est pas le seul projet ayant pour objectif de contrôler des gens, de déterminer de différentes façons leur comportement, d'influencer et de borner leur vie quotidienne. Jusqu'aux coins les plus éloignés de la ville, les projets qui en témoignent poussent comme des champignons : de la construction de nouveaux commissariats de police à l'installation de plus de caméras de vidéosurveillance, en passant par la présence renforcée de policiers dans la rue. De l'extension du quartier européen à la création d'un réseau de transport en commun extrêmement contrôlé qui doit amener la main d'œuvre habitant à l'extérieur de la ville rapidement et efficacement jusqu'à son lieu de travail. De la construction de temples dédiés à la consommation toujours plus grands, à l'implantation de nouveaux logements chers dans les quartiers plus pauvres afin de réaliser un « nettoyage social ». Toutes ces inventions brillantes ne sont rien de plus que des instruments ayant comme seul but de garder les gens dans le rang ou de les forcer à rentrer dans le rang et de cibler, humilier,

chasser ou enfermer ceux qui ne le peuvent pas ou le refusent consciemment. La nouvelle maxi-prison à Haren et la rénovation urbaine à Bruxelles sont les deux faces de la même médaille.



Il y a presque deux ans, les premiers tracts exprimant une opposition radicale à la construction de la prison à Haren étaient distribués, reliant ce énième projet répressif de l'Etat directement avec la lente mais certaine transformation de la ville en une grande prison à ciel ouvert. Depuis, une lutte est née qui a connu beaucoup d'initiatives et d'intensités différentes : tracts, affiches, tags, rassemblements, occupations, manifestations, sabotages et actions directes. Toutes ces initiatives respirent une attitude anti-politique, et sont une invitation à chacun et chacune pour passer aussi à l'attaque, dans un conflit direct avec les puissants et leurs plans. Elles revendiquent aussi l'autonomie de lutte, encourageant chacun et chacune à s'organiser quand, comment et avec qui il ou elle l'estime le mieux, dans un affrontement direct avec ce qui nous opprime.

La construction de la maxi-prison à Haren ne pourra jamais être empêchée seulement avec des mots. L'imagination, les idées, la persévérance, la passion et les actes de chacune et de chacun peuvent par contre attiser un incendie auquel aucun projet d'aucun bastion du pouvoir ne saurait résister. Continuons à explorer les chemins, passons à l'action.

Rage solidaire

Bruxelles. Samedi 1er novembre, Une centaine d'individus se retrouvent pour prendre la rue et exprimer leur rage suite à la mort de Rémi, assassiné par les flics en France, au Testet, où l'Etat a prévu de construire un énorme barrage. Quelques jours plus tard, une pelleteuse et un engin de forage partent en fumée sur le chantier de la rue Vandenbranden dans le centre de Bruxelles. Un tag est laissé sur place « A Rémi ». Espérons que ces flammes réchaufferont le coeur de toutes celles et ceux qui se battent contre l'autorité, et leur donneront de belles idées pour la suite.

La liberté dans l'obscurité

Anderlecht. Quelques personnes ont eu la bonne idée de commencer à saboter les boîtiers d'électricité des éclairages publics, plongeant les rues dans le noir près du métro Clémenceau. Cette lumière morbide et froide étant l'une des armes des flics et de leurs caméras, profitons de leur aveuglement et relançons l'offensive contre le pouvoir !

Prisons en feu collabos au milieu

Anvers. Lundi 3 Novembre, un chantier du nouveau campus de la Haute Ecole AP est pris pour cible. Un incendie détruit deux baraques de chantier dont le bureau de l'ingénieur, et un autre le matériel de construction. Les constructeurs ? Interbuild, Willemens, et BAM. Trois entreprises collabos de l'enfermement qui construisent des nouvelles prisons. A Anvers comme ailleurs, faisons-leur payer cher !



Sabotons les entreprises qui sont investies dans la conception, la construction, la gestion ou le financement de la nouvelle prison à Haren

DENYS, FFC CONTRUCCION, BURO II & ARCHI-I, EGM ARCHITECTEN, AAFM FACILITY MANAGEMENT, M.O.O.CON, G. DERVEAUX, MARCQ & ROBA, ADVISERS TYPSTA, VIALIA SOCIEDAD GESTORA DE CONCESIONES DE INFRAESTRUCTURAS MACQUARIE CAPITAL GROUP, REGIE DES BATIMENTS

Pour plus d'informations sur ces entreprises ou sur celles qui collaborent à la construction d'autres prisons, allez sur www.lacavale.be



Des étincelles dans la nuit

Le mois dernier, deux commissariats de police ont failli connaître une heureuse modification architecturale. La nuit du 29 septembre 2014, des inconnus ont placé des bonbonnes de gaz devant les fenêtres du commissariat de la rue Van Lint (à côté de la place du Conseil) à Anderlecht, provoquant un début d'incendie. Le lendemain, c'était le tour d'un commissariat de la zone de police Bruxelles Capitale-Ixelles. Si le feu n'a malheureusement pas eu le temps de s'étendre, la flicaille a très bien compris le message qui lui était adressé. Les mesures de sécurité ont immédiatement été renforcées dans tout Bruxelles : obligation de sortir avec un gilet par balle et interdiction de laisser leurs véhicules sans surveillance en cours d'intervention (mesures qui ne sont pas appliquées à la lettre, et laissent encore des marges à ceux qui ont envie de s'en saisir).

Bien qu'on puisse se réjouir du fait qu'ils se sentent un peu moins à l'aise, ces deux tentatives d'incendie sonnent comme un rappel pour tous.

Certains n'ont pas oublié les assassinats commis par les flics, mais aussi toutes les brimades, les humiliations et les tabassages qu'ils accomplissent quotidiennement. D'ailleurs en novembre 2009, c'est ce même commissariat de la place du Conseil qui avait été entièrement détruit en 2009 à coups de cocktails molotov comme vengeance pour les tortures que des policiers avaient commis contre des prisonniers à Forest, au moment où ils remplaçaient les gardiens en grève. Le comico était alors resté fermé pendant 2 ans.

Si ces attaques peuvent parler à tous, c'est aussi parce qu'elles pourraient contribuer à ouvrir le chemin d'une possibilité incontrôlable. Celle que des révoltés agissent en écho les uns avec les autres, les actions des uns répondant à celles des autres, chacun agissant là où il se trouve. Celle que de petits groupes s'auto-organisent sans attendre d'être nombreux, sans avoir besoin des consignes du politicien de service ou d'une organisation, afin de rendre directement des coups contre ce qui nous opprime tous.

Début octobre, un premier verdict est tombé. Des citoyens avaient introduit une demande de classement du terrain à Haren où on compte construire la maxi-prison, croyant ainsi pouvoir empêcher, ou en tout cas retarder, le plus grand projet carcéral de l'histoire belge. La réponse des autorités compétentes était laconique : « *Mais allons donc, c'est nous qui voulons construire cette nouvelle prison !* ». La demande a donc été rejetée, tout comme les autres recours juridiques introduits auparavant.

« *Injuste !* » diront probablement ceux qui défendent la voie légale pour s'opposer à la construction de la maxi-prison. « *La demande n'a pas été bien étudiée. Nos élus n'ont pas soutenu notre démarche. Il y a d'autres recours possibles !* » Forts de cette illusion, ils y vont rebelote et se remettent à fouiller les articles de loi. Et ainsi, ils se remettent à essayer de convaincre les autres gens qui sont opposés à la maxi-prison que la voie à suivre, ou en tout cas, une des voies à suivre, c'est la voie legaliste. Pétitions adressées aux autorités. Interpellations des élus. Interventions auprès des médias. Recours juridiques. Mais ce sont des illusions. Et elles nuisent le développement d'une véritable lutte contre la construction de la maxi-prison.

Afin de canaliser une éventuelle opposition, l'Etat a prévu une marge de manœuvre légale pour les mouvements de contestation. Elle est légale, justement parce qu'elle ne nuit pas à l'application de la loi (c'est-à-dire, les décisions prises par les autorités). L'Etat legalise et autorise ce qui contribue au maintien du système, à sa légitimation et à son renforcement. Une lutte doit déterminer ses propres méthodes ; suivre les prescriptions de ce qu'il faudrait faire pour s'opposer à ses projets, c'est se couper les ailes dans l'affrontement déjà pas facile avec le pouvoir et ses forces juridiques, bureaucratiques, policières, médiatiques, économiques.

Pour ceux qui s'opposent à un projet de l'Etat, pour ceux qui disent de façon claire et nette, non à la construction de la maxi-prison, la voie legaliste est donc un leurre qui dévie l'attention du vrai défi qui se pose : *comment empêcher, par nous-mêmes, la construction de cette maxi-prison ?*

Celui qui prêche la voie legaliste apporte de l'eau au moulin de l'Etat. C'est assez clairement le cas aujourd'hui de quelques organisations officielles qui se disent « opposées » ou « critiques » du projet de maxi-prison, se servant faussement de la colère et du rejet catégorique de nombreuses personnes, dans les quartiers de Bruxelles comme au village de Haren, pour s'assurer une place autour de la table des puissants. Double discours, double visage, faut-il encore l'expliquer davantage ? S'il est vrai que personne ne peut prétendre



avoir les recettes en poche pour lutter contre la maxi-prison, on ne peut pas non plus rester indifférents devant les manœuvres répétées pour saboter l'autonomie de cette lutte et la faire dévier vers des objectifs politiques (tels que négocier une « petite prison » plutôt qu'une maxi-prison ; des terres agricoles accessibles et le déplacement de la maxi-prison ailleurs ; etc.). Car la lutte, c'est aussi se donner les moyens pour lutter, découvrir comment on peut faire les choses, s'approprier tout un arsenal de méthodes, du passé et du présent, pour combattre les plans du pouvoir. L'appel à l'Etat, le dialogue avec les institutions, la reconnaissance et la sacralisation de la légalité, les pétitions, les sollicitations auprès des élus et des partis ne renforcent pas l'autonomie de la lutte, elles la cassent. Elles viennent répéter le vieux refrain sur laquelle se repose l'autorité étatique : rien n'est possible hors de l'Etat. Nous disons : rien n'est possible dans l'Etat. Nous disons : pour empêcher la maxi-prison, la meilleure façon de lutter, c'est de lutter par nous-mêmes et de façon directe, par l'auto-organisation et l'action directe. Si cette auto-organisation peut se réaliser de nombreuses manières, si l'action peut prendre les mille couleurs de l'arc en ciel, la voie legaliste ne préconise qu'une seule méthode, erronée et trompeuse à notre avis : rentrer dans le jeu de l'Etat plutôt que de s'y opposer.

L'illusion legaliste repose sur la croyance que malgré l'oppression flagrante, la corruption, les abus, l'Etat servirait quand-même « l'intérêt général », et qu'il y a donc du sens à lui demander des choses, en acceptant de le faire de la manière et au moment qu'il aura prescrit. La réalité est bien plus rude. Celui qui entre en lutte pour empêcher le plus grand projet carcéral de l'histoire belge, s'en rendra vite compte. Pour lui, s'ouvrira la question de comment lutter contre un Etat déterminé à imposer ce projet par tous les moyens possibles. Les pistes pour y répondre ne se trouvent pas dans le code légal ni dans la bouche des politiciens, elles ne se trouvent qu'en nous-mêmes. En la capacité de nous organiser entre nous, sans partis ni organisations officielles. En la créativité d'imaginer mille manières de perturber concrètement le bon déroulement de ce projet de maxi-prison. En la détermination de rester ferme dans le rejet de ce projet, dans le non clair et net, et de faire vivre ce non dans la rue et dans les champs.

LE PASSAGE LOCAL DE LUTTE

Depuis 2 ans de lutte à Bruxelles contre le projet de construction de la plus grande prison en Belgique, on s'est débrouillé pour ouvrir un local. Un local autour de la lutte contre la maxi-prison qui est à la fois **un point d'info** et de rencontre qui permet de se tenir au courant, d'échanger des informations, de se connaître, de discuter et de réfléchir afin d'affûter ses armes ; **un point de distribution** de toutes sortes de matériels contre la maxi-prison (affiches, tracts, publications, autocollants...) et une petite bibliothèque pour réfléchir et approfondir notre combat ; **un espace pour se coordonner** dans cette lutte, pour stimuler l'auto-organisation et l'action directe, la réflexion sur les actions à envisager et les initiatives à prendre ; **un point d'appui** qui est à disposition de toutes celles et tous ceux qui luttent pour empêcher la construction de la maxi-prison de façon directe et en dehors des logiques institutionnelles et autoritaires.



Le local se trouve à Anderlecht à côté de la place du conseil, 11 rue Rossini.

Permanences
Chaque mercredi de 16h à 20h
Chaque samedi de 16h à 20h

Vendredi 28 novembre // 19h30 // Discussion
Le combat contre le nouveau régime d'isolement en Grèce

QUELQUES ADRESSES UTILES

Pour toute correspondance:
Ricochets
Rue Rossini 11//1070 Anderlecht
ricochets@riseup.net

Pour plus d'infos:
Local de lutte Le Passage
Rue Rossini 11//1070 Anderlecht
www.lacavale.be
cavale@riseup.net



Table de presse perturbée à Saint-Guidon

Début octobre, quelques copains et copines se sont retrouvés à Saint-Guidon pour faire une table de presse (table avec des affiches, brochures, livres, autocollants) et une distribution de tracts sur la lutte contre la maxi-prison. Il n'a pas fallu longtemps pour qu'une patrouille de flics viennent inspecter la distribution et demander les identités. Les gens refusant de donner leur identité, les flics appellent du renfort et très vite la station Saint-Guidon est remplie de marionnettes bleues. La tension monte un peu, les flics écartent brutalement toutes personnes voulant s'approcher et se solidariser. Une personne solidaire s'est fait embarquer suite à son indignation face aux flics. Après le contrôle effectué, les flics sont repartis et la diffusion a continué ! L'Etat voudrait qu'on ferme nos bouches sur les horreurs qu'il produit mais ça ne marche pas ! Il faut diffuser ses idées et ses informations par soi-même sans passer par l'Etat et les médias qui ne sont là que pour nous faire peur pour justifier leur répression. Ils diffusent les informations qui ne vont que dans leur propre intérêt ! Alors, à bientôt pour la prochaine table de presse !